



# FORUM "LES PARLEMENTS DE LA MER"

BREST, 11 FÉVRIER 2022

"THE PARLIAMENTS OF THE SEA"

ONE OCEAN  
SUMMIT

---

THE ONE PLANET SUMMIT  
FOR THE OCEAN

9, 10, 11 FEBRUARY 2022







En septembre 2019, c'est à Brest que l'Assemblée nationale organisait le G7 parlementaire sur la thématique de l'exploitation et de la protection des mers et des océans. Avec mes collègues, nous partageons alors un constat et une conviction : la mer et les océans, bien commun de l'humanité sont dangereusement menacés par les pollutions, la dégradation des écosystèmes, l'acidification, la surpêche et la surexploitation des fonds marins. L'avenir de l'espace maritime mondial est de notre responsabilité collective.

Forts de ce constat unanimement partagé, notre réunion s'est conclue sur une déclaration commune, fait historique dans le cadre d'un G7 parlementaire et premier acte de l'Assemblée nationale en la matière.

Assises de la mer, résolution parlementaire sur les Océans votée à l'unanimité, résolution parlementaire contre la pollution plastique... les initiatives se sont depuis lors multipliées pour aller plus loin dans l'obligation à agir.

Deux ans et demi plus tard, dans le sillon du travail parlementaire, je suis heureux que se réunisse à Brest, pour un moment capital de mobilisation en faveur des océans, le sommet mondial dédié, organisé dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, avec le soutien des Nations Unies.

Une fois encore, les parlements, organes vitaux de notre vie démocratique, prendront toute leur part pour relancer l'ambition d'une gouvernance partagée de la haute mer et plus largement de la coopération pour la gestion durable des espaces et des activités maritimes.

Richard FERRAND,  
Président de l'Assemblée nationale.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Ferrand', with a long horizontal stroke underneath.



FRANCE  
**M. Richard FERRAND**  
Président  
Assemblée nationale



FRANCE  
**M<sup>me</sup> Laëtitia SAINT-PAUL**  
Vice-Présidente  
Assemblée nationale



FINLANDE  
**M. Matti VANHANEN**  
Président  
Parlement de la République de Finlande (Eduskunta)



IRLANDE  
**M. Sean Ó FEARGHAIL T.D.**  
Président  
Chambre des Représentants de la République d'Irlande (Dáil Éireann)



ITALIE  
**M. Roberto FICO**  
Président  
Chambre des Députés de la République italienne



MALTE  
**M. Angelo FARRUGIA**  
Président  
Chambre des Représentants de la République de Malte



SLOVÉNIE  
**M. Igor ZORČIČ**  
Président  
Assemblée nationale de la République de Slovénie  
(Državni Zbor)



ESTONIE  
**M<sup>me</sup> Yoko ALENDER**  
Présidente  
Commission de l'Environnement du Parlement de l'Estonie (Riigikogu)



LITUANIE  
**M<sup>me</sup> Aistė GEDVILIENĖ**  
Présidente  
Commission de la Protection de l'environnement du Parlement  
de la Lituanie (Seimas)



PARLEMENT EUROPÉEN  
**M. Pierre Karleskind**  
Président  
Commission pêche

## “Les parlements de la mer”

### L’océan, un bien commun

L’océan, qui couvre plus de 70 % de la surface de notre planète, en est à la fois un irremplaçable pourvoyeur de ressources et vecteur d’échanges économiques, mais également le régulateur des grands équilibres environnementaux. Poumon de la planète, l’océan produit 50% de l’oxygène, absorbe près de 25% des émissions humaines de CO<sup>2</sup> et 90% de l’excédent de chaleur. Il est à la base de la nourriture de plus de 3 milliards de personnes et ses activités contribuent à l’économie mondiale à hauteur de 2 500 milliards de dollars, soit 4 % de la valeur ajoutée brute mondiale.

L’importance des océans aux fins du développement durable est largement reconnue par la communauté internationale et est un élément intégral des engagements fondamentaux pris par les États dans ce domaine.

Parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD) fixés dans le Programme de développement durable à l’horizon 2030, adoptés par l’Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, un objectif spécifique vise à répondre, entre autres, à la nécessité d’utiliser et de conserver de manière durable la vie marine : l’objectif 14 « Conserver et utiliser de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ».

Pourtant, l’océan est aujourd’hui en danger. Pollutions, dégradation des écosystèmes, acidification, surpêche, surexploitation des fonds marins mettent sa santé en danger. Sans plus attendre, il faut tout faire pour éviter d’atteindre le point de non-retour dans cette dégradation à l’œuvre de l’état des océans.

## Un One ocean summit pour mobiliser

Le One ocean summit sera l'occasion d'un grand débat international sur l'océan afin de partager les connaissances et de croiser les approches, notamment en intégrant le changement climatique, afin de mieux anticiper les crises océaniques ainsi que les transformations technologiques, scientifiques et environnementales.

C'est la raison pour laquelle ce premier « One Ocean Summit » est préparé en coopération avec les Nations unies et la Banque mondiale, ainsi qu'avec de nombreux partenaires publics, privés et de la société civile.

Le Sommet s'intégrera dans la séquence des grands événements internationaux sur les mers et l'océan du premier semestre 2022 et les nourrira. Il s'agira de donner une impulsion politique forte aux travaux multilatéraux, avant plusieurs échéances importantes prévues d'ici l'été 2022, en particulier : la 5<sup>ème</sup> réunion de l'assemblée de l'environnement des Nations-Unies, la 4<sup>ème</sup> session de négociation de l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (Biodiversity Beyond National Jurisdiction - « BBNJ »), la COP15 biodiversité de mai et la conférence des Nations unies sur l'ODD-14 de Lisbonne, tout comme d'autres initiatives à haut niveau comme la conférence « Our Oceans » à Palaos. Par ailleurs nous célébrerons en 2022 le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de Montego bay, convention souvent appelée « la constitution des océans ».

Des ateliers seront organisés en amont du segment de haut niveau, les 9 et 10 février. Ces ateliers, d'une durée de deux heures chacun, constituent un forum rassemblant des acteurs clé de l'océan : responsables des Nations Unies et des organisations internationales, ministres, maires des grandes villes côtières et élus locaux, leaders d'ONGs, d'organismes de recherche et du secteur privé engagés pour l'océan. Ils feront l'objet d'un compte-rendu et de recommandations auprès des leaders lors du segment politique du 11 février.



Les 9 ateliers aborderont les actions concrètes et ambitieuses à entreprendre sur les sujets et zones géographiques suivants:

1. Pour un renforcement des outils de gouvernance de l'Océan
2. La recherche et la science océanique nécessaire à l'innovation marine
3. Éducation mondiale à la mer
4. Que protéger ? De la conservation au développement durable
5. Economie et finance bleues
6. La Mer nourricière : nutrition, soin, énergies
7. Quelle Europe de la Mer ?
8. Méditerranée 2030
9. Océans polaires

## LES THÉMATIQUES DU SOMMET

### **Protéger les ressources et la biodiversité maritimes.**

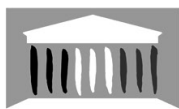
Les eaux internationales (la haute mer), qui couvrent 64 % des océans du globe et abritent une part importante de la biodiversité marine, sont affectées au libre usage de tous (libre circulation en mer, liberté de poser des câbles et des pipelines sous-marins, liberté de la pêche, liberté de la recherche scientifique...). Cependant, le principe du libre usage de la haute mer fait peser sur ces zones longtemps restées inaccessibles du fait de leur éloignement des côtes une pression croissante de plus en plus préoccupante. Leur exploration et leur exploitation se sont récemment accrues de manière significative en raison d'avancées technologiques et scientifiques, accompagnées d'une demande globale en expansion.



Une régulation renforcée des activités humaines en haute mer s'impose afin de préserver l'environnement marin. En 2017, une conférence intergouvernementale a été mise en place sous l'égide des Nations unies afin d'œuvrer à l'élaboration d'un instrument juridique contraignant permettant d'assurer la préservation, voire la reconquête de la diversité biologique en haute mer. C'est le processus de négociations dit « BBNJ » (biological diversity in areas beyond national jurisdiction) qui pourrait aboutir dans le courant de cette année. Le one ocean summit lancera une initiative politique appelant à une conclusion rapide et ambitieuse de la négociation onusienne sur la biodiversité en haute mer. En effet, il est nécessaire d'aboutir à un accord ambitieux et équilibré visant à assurer une protection optimale de la biodiversité marine, tout en permettant une exploitation durable et raisonnée des ressources de l'océan, au bénéfice de tous les États et de leurs populations.

Il est important de noter que la pêche n'est pas incluse dans le périmètre des négociations « BBNJ » alors que ce secteur est l'un des principaux responsables des impacts sur la biodiversité marine. Le sommet de Brest poursuivra également l'objectif d'une pêche durable et s'efforcera de contribuer au renforcement des instruments juridiques en matière de lutte contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée.

Le One Ocean Summit doit également être l'occasion de prendre des engagements pour une économie bleue plus durable. Préserver les écosystèmes marins implique de rendre les activités maritimes d'origine humaines, telles que le transport maritime, la pêche et l'aquaculture, l'extraction ou le tourisme, compatibles avec l'objectif de l'accord de Paris sur le Climat et le futur cadre international sur la biodiversité.



TEXTE ADOPTÉ n° 702  
« Petite loi »

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE DE 2021-2022

25 novembre 2021

---

---

## RÉSOLUTION

*pour la conservation et l'utilisation durable de l'océan.*

*L'Assemblée nationale a adopté la résolution dont la teneur suit :*

---

Voir le numéro : 4528.

---

## **Article unique**

L'Assemblée nationale,

Vu l'article 34-1 de la Constitution,

Vu l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015 et signé par la France à New-York le 22 avril 2016, dit « accord de Paris sur le climat »,

Vu la convention des Nations unies sur le droit de la mer signée à Montego Bay le 10 décembre 1982, dite « convention de Montego Bay »,

Vu la résolution 72/249 de l'Assemblée générale des Nations unies sur un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, adoptée le 24 décembre 2017,

Vu le rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans un contexte de changement climatique, publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) le 25 septembre 2019,

Vu le rapport spécial intitulé « Changements climatiques 2021 : les éléments scientifiques », publié par le GIEC le 9 août 2021,

Considérant que la France, deuxième domaine maritime mondial fort de onze millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive, dont 97 % en outre-mer, se doit d'être à l'avant-garde de la lutte pour la protection des écosystèmes marins et la promotion d'une exploitation durable de leurs ressources, du fait de la responsabilité particulière qui lui incombe en tant que grande nation littorale et maritime ;

Considérant qu'il revient à la représentation nationale de relayer l'appel des citoyens qui, à travers leurs engagements associatifs, scientifiques et entrepreneuriaux, plaident pour une meilleure protection de l'océan et pour sa reconnaissance comme responsabilité commune ou bien commun de l'humanité ;

Considérant que les services écosystémiques rendus par l'océan sont indispensables à la survie et au bien-être des sociétés humaines, en ce qu'il est le support d'activités économiques, sociales et culturelles de particulière importance pour leur développement ;

Considérant que la protection des écosystèmes marins est indissociable du combat contre le changement climatique en raison, d'une part, des conséquences graves que constituent notamment l'acidification, le réchauffement et la désoxygénation de l'océan ainsi que la montée des eaux, et, d'autre part, du rôle essentiel de l'océan dans la régulation du climat ;

Considérant, dès lors, qu'il est vital de lutter contre les menaces pesant sur les écosystèmes marins, qu'il s'agisse des pollutions plastique, chimique et sonore ou encore de la surexploitation de la ressource halieutique ;

Considérant que le droit de la mer, fondé sur la convention de Montego Bay susvisée, doit évoluer pour prendre en compte les enjeux nouveaux de la conservation et de l'utilisation de l'océan, du fait notamment de la progression des activités humaines en haute mer ;

Considérant l'annonce faite par le Président de la République, lors du congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature à Marseille, de l'organisation par la France d'un « one ocean summit » afin de fédérer les acteurs internationaux impliqués dans la protection de l'océan ;

1. Déclare soutenir l'action diplomatique de la France pour obtenir un accord le plus ambitieux possible dans le cadre de la conférence intergouvernementale dite « BBNJ » sur un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ;

2. Estime, à cet égard, qu'un tel accord résultera d'un double équilibre entre, d'une part, conservation et utilisation durable de l'océan et, d'autre part, entre une approche régionale et une approche globale ;

3. Souhaite, pour cela, que soit garantie la pleine participation à la négociation de tous les acteurs maritimes français, scientifiques, économiques et associatifs, avec une attention particulière portée aux représentants des départements et des collectivités d'outre-mer ;

4. Souhaite, de même, que le Gouvernement promeuve cette position auprès de la Commission européenne et des autres États membres de l'Union européenne afin de porter, dans la négociation, une voix unique et forte en faveur d'un accord qui soit le plus ambitieux possible ;

5. Souhaite que le « one ocean summit » renforce le portage politique à haut niveau pour la conclusion d'un traité « BBNJ » ambitieux ;

6. Estime qu'il convient de promouvoir un système équilibré de partage des avantages tirés de l'exploitation des ressources génétiques marines, en veillant notamment à ce que les États en voie de développement en tirent des avantages et que la liberté de la recherche en haute mer ne soit pas entravée ;

7. Estime qu'il convient de promouvoir la création d'un régime d'aide au développement en matière maritime qui soit efficace et équilibré, au bénéfice, en particulier, des États insulaires et des pays les moins avancés et de ceux en développement ;

8. Souhaite que le Gouvernement travaille à l'élaboration de nouveaux outils de protection de la haute mer, dont les aires marines protégées, et d'un plan d'innovation associé, afin de préserver les écosystèmes marins partout où cela est opportun et de favoriser la résilience face au changement climatique ;

9. Souhaite la mise en place d'un dispositif cohérent d'évaluation environnementale des activités économiques en haute mer et que la France se prépare à suivre l'application de ce dispositif pour assurer l'effectivité des contrôles ;

10. Invite le Gouvernement à s'engager pleinement dans la « décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable », afin de contribuer au renforcement de la recherche scientifique ainsi qu'à l'acquisition et à l'échange de connaissances sur l'océan.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 novembre 2021.*

*Le Président,*

*Signé : RICHARD FERRAND*



ISSN 1240 - 8468

ONE OCEAN  
SUMMIT



In September 2019, it was in Brest that the French National Assembly organized the parliamentary G7 on the theme of the protection and the resources of the seas and oceans. With my colleagues, we then shared an observation and a conviction: the sea and the oceans, a shared resource of humanity, are dangerously threatened by pollution, the degradation of ecosystems, acidification, overfishing and the overexploitation of the seabed. The future of the global maritime space is our collective responsibility.

On the strength of this unanimously shared observation, our meeting ended with a joint declaration, an historic first in the context of a parliamentary G7 and indeed the first act of the French National Assembly in such a field.

The “Assises” (Conference) of the sea, a parliamentary resolution on the Oceans voted unanimously, a parliamentary resolution against plastic pollution...such initiatives have since multiplied to go further in the need to act.

Two and a half years later, in the wake of such parliamentary work, I am happy that for this crucial moment in the mobilization in favour of the oceans, the world summit, organized within the framework of the French Presidency of the Council of the European Union, with the support of the United Nations, is taking place in Brest.

Once again, parliaments, the vital organs of our democratic life, will play their full role in the re-launching of the ambition of shared governance of the high seas and, more broadly, of cooperation for the sustainable management of maritime spaces and activities.

Richard FERRAND,  
Président de l'Assemblée nationale.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'R' followed by the name 'Ferrand' in a cursive script.





FRANCE  
**M. Richard FERRAND**  
President  
National Assembly



FRANCE  
**M<sup>me</sup> Laëtitia SAINT-PAUL**  
Vice-Président  
National Assembly



FINLAND  
**M. Matti VANHANEN**  
Speaker  
Eduskunta - Riksdagen (Parliament)



IRELAND  
**M. Sean Ó FEARGHAIL T.D.**  
Speaker  
Dáil Éireann – House of representatives



ITALY  
**M. Roberto FICO**  
President  
Camera dei Deputati – Chamber of Deputies



MALTA  
**M. Angelo FARRUGIA**  
Speaker  
Il-Kamra – House of representatives



SLOVENIA  
**M. Igor ZORČIČ**  
President  
Državni Zbor – National Assembly



ESTONIA  
**M<sup>me</sup> Yoko ALENDER**  
Riigikogu – Parliament  
Chair of the Environment Committee



LITHUANIA  
**M<sup>me</sup> Aistė GEDVILIENĖ**  
Chair of the Committee on Environment protection  
Seimas - Parliament



EUROPEAN PARLIAMENT  
**M. Pierre Karleskind**  
President  
Chair of the Committee on Fisheries

## “The Parliaments of the Sea”

### The ocean, a shared resource

The ocean, which covers more than 70 % of the surface of our planet, is both an irreplaceable provider of resources and vector of economic exchanges, but also the regulator of the major environmental balances. Operating as the lungs of the planet, the ocean produces 50 % of oxygen, absorbs nearly 25 % of human CO<sup>2</sup> emissions and 90 % of excess heat. It is the basis of the food of more than 3 billion people and its activities contribute to the world economy to the tune of 2,500 billion dollars, i.e. 4 % of the world's gross value-added.

The importance of the oceans for the purposes of sustainable development is widely recognized by the international community and is an integral element of the fundamental commitments made by states in this field.

Among the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) set out in the 2030 Agenda for Sustainable Development, adopted by the General Assembly in September 2015, a specific objective aims to address, among other things, the need to use and sustainably conserve marine life: Goal 14 “Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development”.

However, the ocean today is in danger. Pollution, the damage done to ecosystems, acidification, overfishing, over-exploitation of the seabed, all put its health at risk. Action must be taken now and everything must be done to avoid reaching the point of no return in this deterioration in the state of the oceans

## A One Ocean Summit to bring countries together

The One Ocean Summit will be the opportunity for a major international debate on the ocean in order to share knowledge and combine approaches, in particular by integrating climate change, in order to better anticipate ocean crises as well as technological, scientific and environmental transformations.

This is why this first "One Ocean Summit" is being prepared in cooperation with the United Nations and the World Bank, as well as with many public, private and civil society partners.

The Summit will be part of a series of major international events on the seas and the ocean in the first half of 2022 and will provide them with food for discussion. This will involve giving strong political impetus to multilateral work, before several important deadlines scheduled for the summer of 2022, in particular: the 5th meeting of the United Nations Environment Assembly, the 4th session of negotiation of the agreement on the conservation and sustainable use of marine biodiversity beyond national jurisdictions (Biodiversity Beyond National Jurisdiction - "BBNJ"), the May biodiversity COP15 and the United Nations conference on the SDG-14 in Lisbon, as well as other high-level initiatives such as the "Our Oceans" conference in Palau. In addition, in 2022 we will celebrate the 40th anniversary of the United Nations Convention on the Law of the Sea of Montego Bay, a convention often called "the constitution of the oceans".

Workshops will be organized ahead of the high-level segment on February 9 and 10. These workshops, lasting two hours each, constitute a forum bringing together key players in the area of the ocean: officials from the United Nations and international organizations, ministers, mayors of major coastal cities and local elected officials, leaders of NGOs, research organizations and the private sector committed to the ocean. They will be the subject of a report and recommendations to the leaders during the political segment on February 11.

The 9 workshops will address the concrete and ambitious actions to be undertaken on the following subjects and geographical areas:

1. Towards a reinforcement of the governance tools of the Ocean
2. Ocean research and science necessary for marine innovation
3. World Education concerning the sea
4. What to protect? From conservation to sustainable development
5. Blue economy and finance
6. The Sea as nourisher: nutrition, care, energies
7. Europe's place regarding the Sea?
8. Mediterranean 2030
9. Polar oceans

## SUMMIT THEMES

### Protecting maritime resources and biodiversity.

International waters (the high seas), which cover 64% of the world's oceans and are home to a significant portion of marine biodiversity, are allocated for the free use of all (free movement at sea, freedom to lay underwater cables and pipelines , freedom of fishing, freedom of scientific research, etc.). However, the principle of free use of the high seas places increasing pressure on these areas, which have long remained inaccessible due to their distance from the coast and this situation is increasingly worrying. Their exploration and exploitation have recently increased significantly due to technological and scientific advances, accompanied by an expanding global demand.

Reinforced regulation of human activities on the high seas is essential in order to preserve the marine environment. In 2017, an intergovernmental conference was set up under the aegis of the United Nations to work towards the development of a binding legal instrument

to ensure the preservation, and possibly even the recovery of biological diversity in the high seas. This is the process of negotiations known as “BBNJ” (biological diversity in areas beyond national jurisdiction) which could reach completion during the course of this year. The one ocean summit will launch a political initiative calling for a rapid and ambitious conclusion of the UN negotiation on biodiversity in the high seas. Indeed, it is necessary to reach an ambitious and balanced agreement aimed at ensuring the optimal protection of marine biodiversity, while allowing sustainable and rational exploitation of the resources of the ocean, for the benefit of all states and their populations.

It is important to note that fishing is not included in the scope of the “BBNJ” negotiations, although it represents one of the main sectors responsible for impacts on marine biodiversity. The Brest Summit will also pursue the objective of sustainable fishing and will endeavour to contribute to the strengthening of legal instruments in the fight against unreported and unregulated illegal fishing.

The One Ocean Summit should also be an opportunity to make commitments for a more sustainable blue economy. Preserving marine ecosystems means rendering maritime activities of human origin, such as maritime transport, fishing and aquaculture, mining or tourism, compatible with the objective of the Paris Climate Agreement and the future international framework on biodiversity. Fighting against pollution, especially plastic.



ADOPTED TEXT No. **702**  
*Provisional Act*

---

# NATIONAL ASSEMBLY

CONSTITUTION OF 4 OCTOBER 1958

FIFTEENTH LEGISLATURE

**2021-2022 ORDINARY SESSION**

**25 November 2021**

---

---

## RESOLUTION

*for the conservation and sustainable use of the ocean.*

*The National Assembly adopted the resolution which reads as follows :*

---

See number : **4528**.

---

---

### **Single article**

The National Assembly,

Having regard to Article 34-1 of the Constitution,

Having regard to the Paris Agreement adopted on 12 December 2015 and signed by France in New York on 22 April 2016, known as the “Paris Climate Agreement”,

Having regard to the United Nations Convention on the Law of the Sea signed in Montego Bay on 10 December 1982, known as the “Montego Bay Convention”,

Having regard to United Nations General Assembly Resolution 72/249 on an international legally binding instrument relating to the United Nations Convention on the Law of the Sea and relating to the conservation and sustainable use of marine biodiversity beyond areas of national jurisdiction, adopted on 24 December 2017,

Having regard to the Special Report on the Ocean and Cryosphere in the Context of Climate Change, published by the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) on 25 September 2019,

Having regard to the special report entitled “Climate Change 2021: The Physical Science Basis”, published by the IPCC on 9 August 2021,

Considering that France, the world's second largest maritime domain with eleven million square kilometres of exclusive economic zone, 97% of which is overseas, has a duty to be in the forefront of the fight to protect marine ecosystems and to promote the sustainable use of their resources, due to its particular responsibility as a major coastal and maritime nation;

Considering that it is up to the national representatives to relay the appeal of citizens who, through their associative, scientific and entrepreneurial commitments, plead for better protection of the ocean and for its recognition as a common responsibility or common good of humanity;

Considering that the ecosystem services provided by the ocean are essential for the survival and well-being of human societies, as it supports economic, social and cultural activities of particular importance for their development;

Considering that the protection of marine ecosystems is inseparable from the fight against climate change because of the serious consequences of the acidification, warming, and deoxygenation of the ocean and rising sea levels, on the one hand, and the essential role of the ocean in regulating the climate, on the other;

Considering, therefore, that it is vital to fight against the threats to marine ecosystems, whether it be plastic, chemical and noise pollution or the overexploitation of fishery resources;

Considering that the law of the sea, based on the aforementioned Montego Bay Convention, must evolve to take into account the new challenges of ocean conservation and use, particularly as a result of the increase in human activities on the high seas;

Considering the announcement made by the President of the Republic, during the conference of the International Union for Conservation of Nature in Marseille, that France would organise a “one ocean summit” in order to bring together the international actors involved in the protection of the ocean;

1. Declares its support for France's diplomatic efforts to obtain the most ambitious possible agreement within the framework of the so-called “BBNJ” intergovernmental conference on an international legally binding instrument relating to the United Nations Convention on the Law of the Sea and dealing with the conservation and sustainable use of marine biodiversity in areas beyond national jurisdiction;

2. Considers, in this respect, that such an agreement will be the result of a double balance between conservation and sustainable use of the ocean on the one hand, and between a regional approach and a global approach on the other;

3. Asks, therefore, that the full participation in the negotiations of all scientific, economic and associative French maritime actors, be guaranteed, with particular attention paid to the representatives of the overseas departments and collectivities;

4. Likewise, asks the Government to promote this position with the European Commission and the other EU Member States in order to speak with a single, strong voice during the negotiations in favour of an agreement that is as ambitious as possible;

5. Hopes that the “one ocean summit” will strengthen the high-level political support for the conclusion of an ambitious “BBNJ” treaty;



6. Considers that a balanced system of benefit-sharing from the use of marine genetic resources should be promoted, ensuring in particular that developing States benefit and that the freedom of research on the high seas is not impeded;

7. Considers that the creation of an effective and balanced maritime development aid regime should be promoted, in particular for the benefit of island States and least developed and developing countries;

8. Asks the Government to work on the development of new tools for the protection of the high seas, including marine protected areas, and an associated innovation plan, in order to preserve marine ecosystems wherever appropriate and to promote resilience to climate change;

9. Asks for the establishment of a coherent system for the environmental assessment of economic activities on the high seas and for France to prepare to monitor the application of this system to ensure the effectiveness of the monitoring;

10. Invites the Government to fully engage in the “United Nations Decade of Ocean Science for Sustainable Development”, in order to contribute to the strengthening of scientific research and the acquisition and exchange of knowledge on the ocean.

*Deliberated in a public session, in Paris, on 25 November 2021.*

*The President,*

*Signed:* RICHARD FERRAND

ISBN 978-2-11-165175-3



ISSN - 12408468

# FORUM "LES PARLEMENTS DE LA MER"

BREST, 11 FÉVRIER 2022

"THE PARLIAMENTS OF THE SEA"



Jeudi 10 février 2022 / [Thursday February 10th 2022](#)

20 heures

Dîner d'accueil offert par le maire de Brest (Arena)

[Welcome dinner hosted by the Mayor of Brest \(Arena\)](#)

Vendredi 11 février 2022 / [Friday February 11th 2022](#)

9 heures

Accueil aux Ateliers des Capucins

[Official Welcome at Les Ateliers des Capucins](#)

10h30 – 13h30

Réunion de haut niveau avec les chefs d'État et  
de gouvernement

[High level segment with Heads of State and Government](#)

13h30 – 15h30

Déjeuner officiel à l'invitation du Président de  
la République française

Official lunch hosted by the President of the Republic  
of France

---

15h30 – 17 heures

Réunion des Présidents d'Assemblée – « Parlements  
de la mer »

Speakers' meeting – Parliaments' Forum

15h30 – 16h30 : Première partie - Intervention des Présidents  
d'assemblée (5 minutes)

Round table 1

Speeches from Speakers (5 minutes)

- Protéger les ressources et la biodiversité maritimes  
Protecting maritime resources and biodiversity
- Lutter contre les pollutions, notamment plastique  
Combating pollution, especially from plastic
- Un océan de solutions face au changement climatique  
An ocean of solutions to tackle climate change
- Faire progresser la gouvernance de l'océan  
Advancing ocean governance

16h30 – 17 heures

Seconde partie - Discussion

Round table 2 - Discussion

**FORUM "LES PARLEMENTS  
DE LA MER"**

BREST, 11 FÉVRIER 2022

**"THE PARLIAMENTS OF THE SEA"**



---

**THE ONE PLANET SUMMIT  
FOR THE OCEAN**

9, 10, 11 FEBRUARY 2022

